

LE PAVILLON Crise de la dette européenne et cherté du franc suisse étaient au menu du Rendez-vous économique, auquel participait le directeur de la BNS Thomas Jordan

«Le contexte économique reste fragile»

LOTTI TEUSCHER

TRADUCTION: MARCEL GASSER

Il compte parmi les personnalités suisses les plus influentes du moment, il donne des conseils au Conseil fédéral et il était lundi, pour un soir, de retour dans sa ville natale: Thomas Jordan, président du Directoire de la Banque nationale suisse (BNS), a participé au Rendez-vous économique de la Chambre économique Bienne-Seeland et de la section régionale de l'Union du commerce et de l'industrie. Avant la soirée, à laquelle ont assisté 320 personnes, beaucoup se demandaient quel genre d'homme était ce Biennois, qui a vis-à-vis de l'économie suisse un pouvoir considérable et une lourde responsabilité.

Thomas Jordan est d'abord parfaitement bilingue: avec lui, difficile de dire si sa langue maternelle est le français ou l'allemand. Sûr de lui, modeste, compétent, il ne se laisse pas embarquer sur les terrains où il n'a pas envie d'aller. On ne saura donc rien de ce qui se trame dans les coulisses de la BNS. En revanche, il a patiemment expliqué aux patrons de l'économie présents dans l'assistance pourquoi la BNS maintient, ou plutôt est obligée de maintenir à 1,20 le taux de change entre l'euro et le franc suisse, et pour quelles raisons elle le fera encore pour un bout de temps.

Le franc face à l'euro

On sait que le 6 septembre 2001, la BNS prit une décision historique: celle de fixer un taux minimum pour le franc. En effet, jamais le franc n'avait été si fort qu'à cette époque et, malgré les interventions de la BNS, il restait la devise la plus forte du monde. Pourquoi? En 2011, souvenons-nous, éclatait la crise de la dette européenne. Les investisseurs n'avaient plus confiance



Thomas Jordan était lundi soir de retour dans sa ville natale pour faire le point sur la situation économique européenne. OLIVIER GRESSET

non seulement dans des pays fragiles comme la Grèce, mais également dans des économies comme celles de l'Espagne, de l'Italie, voire de la France. C'est à ce moment que le franc suisse est devenu si fort: le dollar américain ne valait plus que 70 centimes. Au point culminant de cette évolution, vers 2008, la cherté du franc devint une réelle menace pour l'économie suisse, à tel point que la BNS n'eût pas d'autre choix que d'intervenir. Thomas Jordan a rappelé le contexte: la crise financière mettait en péril l'équilibre du monde, les grandes banques faisaient faillite et de nombreuses entreprises suisses, notamment dans la région, furent durement touchées, surtout celles qui dépen-

daient de l'exportation et des marchés extérieurs. Depuis 2011, la BNS se bat pour que le franc suisse ne prenne pas trop de valeur par rapport à l'euro, «dans un contexte qui reste encore fragile».

Un combat couronné de succès, doit-on préciser, la Suisse étant un des seuls pays à n'avoir pas sombré dans la récession. Rappelons pour mémoire que, pour maintenir ce taux minimum, la BNS a acheté des milliards d'euros. «Je suis persuadé qu'il n'y avait pas d'autre alternative», a précisé Thomas Jordan. Entre-temps, la conjoncture économique mondiale s'est améliorée, les USA et l'Allemagne ont surmonté la récession, et la Chine retrouve de sa su-

perbe. La Suisse devrait donc pouvoir profiter de cette reprise. Pour Thomas Jordan, l'horizon n'en est pas moins encore lourd de menaces: les Etats d'Europe sont endettés jusqu'au cou, leur taux de chômage ne cesse de grimper et la recapitalisation des banques tarde à se faire.

Le spectre de l'inflation

Daniel Kalt, économiste en chef auprès de l'UBS, a rendu attentif au coût élevé de cette politique du taux minimum et a dressé déjà le spectre de l'inflation. Il a fait remarquer que le remède de cheval était certes juste et impératif, mais non exempt d'effets secondaires. En effet, en raison des taux d'intérêt très bas, le risque de bulle immo-

bilière n'a jamais été si grand. «A Genève, les prix de l'immobilier ont atteint un niveau excessif», a rappelé Marian Stepcynski, chroniqueur économique. Le nombre de crédits augmente plus rapidement que la croissance économique. C'est un danger, notamment pour les banques qui, comme la Raiffeisen, se sont spécialisées presque exclusivement dans les crédits hypothécaires. Mais même si le risque d'inflation est réel, Daniel Kalt n'en préconise pas pour autant de renoncer à la politique du taux de change menée actuellement par la BNS. ◉

 www.journaldujura.ch

D'autres articles en lien avec l'économie et la BNS dans nos archives.